

Le Parlement européen souhaite réduire les risques dans le secteur bancaire

Davantage d'efforts doivent être faits afin de prévenir d'éventuelles crises financières. Les députés européens ont décidé de renforcer l'Union bancaire.



©AP Imageas/European Union-EP

À la suite de la crise financière mondiale, de nombreuses initiatives politiques visant à prévenir et à contenir les crises futures ont vu le jour. En Europe, cette crise s'est transformée en crise bancaire puis en une crise de la dette souveraine. Elles ont conduit, entre autres, à la création de l'Union bancaire dans la zone euro. À cette époque, les dirigeants européens ont convenu que la Banque centrale européenne (BCE) superviserait les [principaux prêteurs de la zone euro](#) en créant un règlement unique et en [centralisant les fonds](#) pour faire face aux futures crises

bancaires. Cependant, il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre l'Union bancaire parfaite.

Sauver les banques

Le Parlement européen s'est prononcé sur deux rapports du député démocrate-chrétien suédois [Gunnar Hökmark](#) concernant le sauvetage des banques. Selon lui, en cas de crise, les États membres devraient veiller à ce que les institutions financières puissent absorber suffisamment de pertes en impactant le moins possible la stabilité financière et les contribuables.

« Les nouvelles exigences réduiront les risques dans le système financier, mais en même temps, nous avons réussi à faire en sorte que les banques puissent jouer un rôle actif dans le financement des investissements et de la croissance », a déclaré M. Hökmark.

Les rapports soulignent également l'importance de disposer d'autorités compétentes dotées de pouvoirs d'intervention, afin qu'elles puissent aider une institution dans une situation financière délicate.



Vidéo

<https://www.europartv.europa.eu/en/programme/eu-affairs/lehman-brothers-10-years-after>

Réduire les risques

Deux autres rapports du député socialiste allemand [Peter Simon](#) soulignent que l'achèvement de l'Union bancaire est nécessaire pour créer des marchés transfrontaliers où les clients peuvent bénéficier pleinement d'un système bancaire européen intégré. Pour l'instant, il est plus intéressant pour une banque située dans un pays de la zone euro de se concentrer sur son marché national que de s'étendre dans un autre pays européen.

« La diversité du secteur bancaire européen est protégée par la réduction de la charge bureaucratique pour les petites banques européennes, régionales et peu enclines à prendre des risques, qui n'ont pas les moyens de s'offrir de grands services de conformité ou des conseillers externes », a déclaré Simon.

L'eurodéputé allemand souhaite également que le Comité européen du risque systémique, qui relève de la BCE, joue un rôle plus important dans la coordination avec les États membres sur les mesures à prendre lorsque les risques dans le secteur financier sont systématiques. La crise financière en Europe a montré que les politiques des autorités pour prévenir et corriger les déséquilibres institutionnels étaient inadéquates.

Prochaines étapes

Le Parlement européen a adopté la réforme bancaire pendant la dernière session plénière avant les élections européennes. Pendant la prochaine législature, le Parlement européen, avec les autres institutions européennes continuera à travailler sur le nouveau format du système de garantie des dépôts et atteindre une union bancaire plus forte.

En savoir plus

[Communiqué de presse](#)

[Règlement sur les exigences de fonds propres](#)

[Directive sur l'adéquation des fonds propres](#)

[Capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement](#)

[Capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive](#)